



**RARES
CEUX QUI
ÉCHAPPÈRENT
À LA GUERRE**

**Frédéric
Paulin**

Agullo

A



**Rares ceux qui
échappèrent à la guerre**

(1983-1986)

© Agullo Éditions, 2025
www.agullo-editions.com

Conception de la couverture : Cyril Favory
d'après Ashran/Shutterstock

Frédéric Paulin

**Rares ceux qui
échappèrent
à la guerre
(1983-1986)**

Agullo



«Toute ma vie, je n'ai vu que des temps troubles, d'extrêmes déchirements dans la société, et d'immenses destructions; j'ai pris part à ces troubles.»

Guy Debord, *Panegyrique*,
Éditions Gérard Lebovici, 1989

«Il y a toujours des raisons au meurtre d'un homme. Il est, au contraire, impossible de justifier qu'il vive.»

Albert Camus, *La Chute*,
Gallimard, 1956



Pour Julie, Gaspar et Basile, sans qui rien



La soirée avait été agréable.

Philippe Kellermann n'avait pas passé un moment en tête-à-tête avec sa fille depuis longtemps.

Élise est maintenant une jeune femme. Elle agira désormais par réaction à son milieu : elle se demande si, une fois ses études terminées, elle n'ira pas s'implanter dans une usine. Ça a fait rire son père : « Comme les maoïstes à la grande époque ? » a-t-il dit. Selon Élise, ça n'a rien à voir : les gens peuvent changer, parce qu'il y a des gens pour les changer. Les grèves chez Citroën, chez Matra, et toutes celles qui secouent la France en ce moment prouvent que la confrontation entre le Capital et le prolétariat industriel est proche.

Kellermann aurait pu lui répondre qu'aux dernières municipales, les résultats électoraux de la LCR, qui affirme incarner un pôle politique alternatif, sont restés confidentiels. Il sait de source sûre qu'il n'y aura pas de gauche de la gauche. Mais il préfère se taire : Élise croit en ses idées, c'est une bonne chose à son âge.

La jeune militante trotskiste est pourtant à l'aise dans les restaurants que fréquente son père. Elle parle aux serveurs avec un léger dédain, elle les remercie à mi-voix. Peut-être un jour sa réaction face à son milieu cessera-t-elle, peut-être prendra-t-elle sa carte au PS lorsqu'elle comprendra que la France a pour avenir le triptyque « désindustrialisation, déconcentration, tertiariation », comme le répètent ses amis socialistes.

Oui, ça avait été une soirée agréable. Ses enfants avaient grandi et ils l'acceptaient comme père – un père conservateur pour Élise, égaré à gauche pour Romain, mais un père tout de même. Il avait repensé à cette période où, à Beyrouth, il espérait après Zia, oubliant sa famille en France, accro aux ansiolytiques, à moitié alcoolique. Il avait eu cet espoir que dans la vie d'un homme il existe un second acte.

Le lendemain matin, un peu avant 7 heures, comme il se rase devant la glace embuée de la salle de bains, la sonnerie du téléphone le fait sursauter. Quelque chose se bloque dans son cerveau : ce n'est pas une heure pour que le téléphone sonne et c'est la première fois qu'il se coupe avec son rasoir depuis son adolescence. Même lorsqu'il était au plus mal à Beyrouth, il ne se coupait pas.

Il hésite en observant son reflet dans le miroir. Il se trouve soudain vieux. Cinquante-trois années sont passées et celles à venir lui semblent, en cet instant, promesse de souffrance.

Lorsqu'il décroche le téléphone, ses mains tremblent. Il essuie son menton, son pouce est taché de sang.

— Il y a eu un attentat à Beyrouth, Philippe.

La voix de François de Grossouvre pourrait venir d'outre-tombe.

— C'est le poste Drakkar. Il y a beaucoup de morts.

— Mon fils ?

Le silence vaut réponse.

— Pour l'instant, son nom n'est pas sur le registre des morts. Sa section était dans le bâtiment, mais il y a eu des survivants, des soldats qui étaient au dernier étage même.

Cinquante-trois années sont passées et ça n'a servi à rien. Il se coupe en se rasant comme un adolescent et

son fils ne lui a pas survécu. Cinquante-trois années pour rien.

Kellermann laisse tomber le combiné au sol et se précipite sur la pharmacie, dans la salle de bains.

Il espère en fouillant les médicaments.

— Faites que, faites que...

Heureusement, il reste des cachets dans la boîte de benzodiazépines. Il en avale deux, l'angoisse va refluer. Il y a des survivants, a dit Grossouvre. Romain en fait partie, parvient à se convaincre Kellermann.

Sinon, ces cinquante-trois dernières années n'auraient aucun sens.

Les secouristes, des soldats français et libanais, des civils aussi, tentent de dégager des survivants sous les décombres. On entend les plaintes des ensevelis. Des engins de chantier, tracteurs et pelleteuses, ont été réquisitionnés. Un camion-citerne noie l'incendie.

Autour du cratère formé par l'immeuble affaissé, des soldats armés de fusils à lunette ont été placés en hauteur dans des postes de surveillance improvisés.

Dixneuf et ses hommes sont arrivés sur place quelques minutes après l'attentat. Ils aident les secours, déblaient quand c'est possible. Le truc c'est de s'occuper l'esprit pour éviter le doute.

Sur les civières, des soldats rescapés disent ne pas avoir vu de camion foncer sur le Drakkar. Ça a secoué les hommes de la DGSE. Lorsque Dixneuf et Cahour se sont mis à demander des précisions sur l'attaque, les parachutistes blessés les regardaient comme s'ils étaient transparents. Leurs yeux trahissaient ce qu'ils avaient aperçu de l'enfer.

C'est un soldat de garde à l'entrée du périmètre qui, le premier, a dit que si un camion avait traversé les barrages devant le bâtiment, il l'aurait vu. Ses camarades hébétés ont confirmé : il était impossible qu'un véhicule passe les chicanes et les barbelés. Puis des militaires français venus du poste Catamaran, situé à quelques centaines de mètres du Drakkar, ont raconté qu'eux non plus n'avaient pas vu de véhicule se précipiter sur le poste français.

— C'est quoi ces conneries ? dit Cahour.

— On s'en fout, on verra plus tard, crache Dixneuf.

— Le bâtiment était miné, tu crois ?

— On s'en fout, je te dis : on aide à sortir ces pauvres gars.

Le sergent Lowe regarde un instant son chef.

— Qu'est-ce que tu as, toi ? demande Dixneuf.

— Les mecs du génie ont inspecté les sous-sols et nous, on a vérifié que tout était clean. Comment il aurait pu y avoir une mine ?

Des voitures de l'ambassade apparaissent dans la rue. Des véhicules blindés français les escortent. Dixneuf se rend à la rencontre de l'ambassadeur Wibaux, qui a remplacé Paul-Marc Henry depuis août dernier, et du général Cann en tentant de repousser la possibilité que le Drakkar fût piégé depuis des mois et que personne ne s'en soit rendu compte. Parce qu'alors, il sera tenu pour responsable.

Pas de place au doute, pas maintenant.

— Le président va venir à Beyrouth, déclare immédiatement Wibaux.

Dixneuf reste bouche bée quelques secondes.

— C'est de la folie, dit-il. Pas maintenant, on ne peut pas assurer sa sécurité dans ce bordel...

— Je m'en fiche, commandant : le président vient, et vos chefs m'ont confirmé que vous assurerez sa sécurité.

L'ambassadeur s'aperçoit alors de l'ampleur de la catastrophe.

— Mon Dieu, se lamente-t-il.

Il fixe, comme la plupart des gens présents devant le bâtiment effondré, un parachutiste du 6^e RPIMa, les larmes aux yeux, qui tient la main d'un survivant dont le corps est encore sous les décombres.

Un photographe immortalise la scène.

— Faites votre travail, commandant, reprend Wibaux.

Dixneuf fait un signe à Cahour et à Malin pour qu'ils ne quittent pas d'un pouce l'ambassadeur. Les deux hommes saisissent leur FAMAS et s'infiltrèrent dans les rangs du groupe de conseillers qui suit Wibaux.

Un semi-remorque à plateau qui transporte une grue de levage arrive en klaxonnant. Les hommes s'écartent, leurs visages sont couverts de la poussière qui vole au-dessus des fouilles. Certains portent des masques chirurgicaux.

Des corps sous des couvertures sont disposés au sol, près d'un véhicule de secours.

— Vous avez des noms ? demande Dixneuf à un sous-officier assis sur le marchepied du camion.

Le sergent mâchouille un crayon à papier, l'air hagard. Il tend un presse-papiers sous la pince duquel une feuille est coincée.

— On a une dizaine de morts.

Dixneuf ravale la salive épaisse qui encombre sa bouche. Des noms et des grades sont inscrits d'une écriture tremblante.

Il n'y a pas ceux du fils de Kellermann.

— Vous avez vu le lieutenant Kellermann, 1^{re} compagnie du 1^{er} RCP ?

Le sous-officier montre les empilements de murs de béton et de ferraille.

— Ils sont peut-être soixante ou soixante-dix là-dessous. Depuis l'Algérie, on n'en a pas eu autant...

Ils le regardent comme un malade en phase terminale. Certains lui ont demandé si ça allait, mais la plupart ont évité de lui adresser la parole. Depuis la nouvelle de l'attentat, ils savent tous que le fils du conseiller Philippe Kellermann est porté disparu.

Seuls Grossouvre et quelques autres gros poissons ont osé lui assurer qu'il fallait garder espoir, que les équipes de secours sur place retrouvaient encore des survivants. Gilles Ménage, le directeur de cabinet adjoint, lui a dit que la présidence avait envoyé des renforts sur place.

Kellermann est défoncé aux benzodiazépines. Il n'en avait pas pris depuis si longtemps qu'il a l'impression de flotter dans l'air. Ce n'est pas désagréable : sa crainte est comme anesthésiée et la tension qui règne dans les bureaux du palais lui paraît lointaine.

Grossouvre lui a proposé de rentrer chez lui, pour être auprès de son ex-femme et de sa fille. On pouvait l'emmener à l'hôpital, il y avait des docteurs, des psychiatres à la hauteur pour ce genre d'évènement. Kellermann a dit qu'il connaissait le Liban mieux que personne, que c'était son domaine et qu'il pouvait aider. Grossouvre a eu l'air d'acquiescer.

Mais ce qui préoccupe Grossouvre, c'est que Mitterrand a décidé d'aller sur place, à Beyrouth. Le président a déjà

ordonné à Charles Hernu de s'y rendre pour préparer le terrain.

— C'est trop dangereux, on essaiera sûrement de le tuer, a dit Cheysson lorsqu'il a appris la nouvelle.

Au téléphone, l'ambassadeur Wibaux est du même avis que le ministre des Relations extérieures. Mais ils ne convaincront pas Mitterrand. Cet attentat suicide, lui, il le redoutait plus que tout : c'est l'échec de sa politique au Moyen-Orient, c'est l'échec aussi des services de renseignement français.

Kellermann observe l'agitation comme au spectacle.

Au détour d'un couloir, il arrête Hubert Védrine, le conseiller diplomatique du président.

— Que faisons-nous à Beyrouth ?

Le conseiller le dévisage, il sait pour Romain.

— Que voulez-vous dire ?

— Quels sont les objectifs réels assignés aux forces françaises présentes à Beyrouth ? Que cherchons-nous à faire à Beyrouth ?

Védrine fronce les sourcils comme s'il se posait lui aussi la question.

— Nous gérons au jour le jour, nous sommes présents...

Kellermann prend discrètement quelques cachets de plus pour maintenir sa légère euphorie. Toute la journée, il erre d'un bureau à l'autre. Parfois, l'un de ses collègues lui demande s'il veut qu'on le raccompagne chez lui, mais la présence d'un malade incurable ne semble plus gêner personne.

Un avion attend le président sur la base aérienne de Villacoublay. Depuis l'indépendance en 1943, aucun chef d'État français ne s'est rendu au Liban. Kellermann songe que c'est peut-être un peu tard. Il voudrait accompagner Mitterrand. On lui fait comprendre que ce n'est

pas sa place, que le voyage sera un aller-retour express, l'aréopage sera allégé au maximum. L'état cotonneux dans lequel il évolue depuis le matin l'empêche de plaider sa cause, de répéter qu'il est sans doute celui qui connaît le mieux le Liban, que son rôle est d'être à Beyrouth en ces instants.

Alors, il voudrait s'écarter du brouhaha, du monde en colère, des conseillers et des ministres qui ne s'inquiètent que de la sécurité du président. Il sort dans le couloir, se dirige vers les trois fonctionnaires en lien avec Beyrouth, ceux qui ajoutent les noms des soldats morts à la liste.

C'est comme s'il ne maîtrisait plus son regard : ses yeux se fixent sur les mots que l'un des trois fonctionnaires est en train de tracer. Il lit « S/lieutenant R. Kellermann, 1^{re} Cie 1^{er} RCP ».

Les fonctionnaires lèvent les yeux vers lui, des yeux où se mélangent l'horreur, la détresse et peut-être l'écoeurement.

Kellermann se retient de chuter à genoux, il se retourne, réussit à atteindre les toilettes et à s'y enfermer. Il tente de retrouver une respiration normale, ou qui s'en approche. Ses battements cardiaques sont désordonnés, douloureux. Est-ce l'angoisse qui peut faire dérailler son cœur à ce point-là ? Il avale un nouveau cachet.

— Ça va aller, ça va aller...

Romain doit reposer dans un cercueil à présent.

Cette image de son fils à jamais immobile, peut-être les os écrasés par l'immeuble qui s'est écroulé, le percute. C'est comme s'il recevait un direct à la poitrine. Et le poing reste à l'intérieur, fouille ses viscères. La douleur est intolérable.

Son devoir de père est d'aller chercher Romain, de le ramener à sa mère et à sa sœur. Il tente d'ouvrir la porte

des toilettes, manque la poignée, s'écroule sur le carrelage glacé. Son cœur bat la chamade, chaque battement est un coup d'épée qui transperce son corps.

Quelques étincelles, puis le noir se fait.

Il voudrait appeler à l'aide, mais ne réussit qu'à hurler le nom de son fils.

À hurler comme un dément.

8 heures du matin. L'aéroport de Beyrouth est l'endroit le plus surveillé du Moyen-Orient.

Le monde est fou et l'épicentre de cette folie est Beyrouth, pense Dixneuf.

François Mitterrand descend de l'avion aux couleurs de la République française. À ses côtés, Hubert Védrine, son conseiller diplomatique, François de Grossouvre, conseiller pour le Liban, le général Lacaze, chef d'état-major des Armées.

Dixneuf reconnaît aussi Christian Prouteau, l'expatrou du GIGN, qui assure la sécurité du chef de l'État en compagnie d'autres membres du Groupement de la sécurité de la présidence de la République. Paul Barril, son second, est là, il tient à la main ce fameux porte-documents en kevlar.

Cahour, Lowe, Malin, Marquise, Canivez et Laïfaoui sont vêtus de leurs gilets pare-balles. Ils sont armés de FAMAS et occupent deux Mitsubishi Pajero. Leurs nerfs, leurs muscles sont tendus à rompre. Leur esprit tente de rester affûté dans ce monde devenu fou.

Le président est accueilli par Charles Hernu, arrivé la veille, et par l'ambassadeur Wibaux. Dixneuf cherche Kellermann des yeux. Il n'est pas là, évidemment. Il l'imagine dévasté par la perte de son fils.

Lorsqu'il a lu le nom du sous-lieutenant sur la liste, Dixneuf n'a pas eu le cran d'appeler Kellermann. Comment annonce-t-on à un père la perte de son fils ? Quels sont les mots ? Quel est le mot pour qualifier un père qui a perdu son fils ? Depuis hier, Dixneuf cherche ce mot. En vain.

Il rejoint le Pajero de tête.

— On va à l'ambassade, dit-il à Cahour au volant.

Un hélicoptère attend le président et ses conseillers pour les transporter à la Résidence des pins. Selon le protocole, tout doit aller vite : Mitterrand est une si belle cible qu'il ne peut rester que quelques heures sur le sol libanais, ce pays devenu fou dans ce monde de fous.

Dixneuf et ses hommes foncent à travers la ville.

Dans le parc de la Résidence des pins, une chapelle ardente a été dressée. Huit cercueils dégagent une odeur de bois. Huit cercueils pour l'instant.

Mitterrand arrive.

Il se recueille immédiatement devant les cercueils. Debout, les yeux fermés quelques instants, son visage est impassible. Dixneuf se demande s'il fomente une vengeance, si un plan a déjà été discuté avec son état-major particulier.

Le président Amine Gemayel apparaît à l'entrée de la salle. Mitterrand l'embrasse. Ils échangent quelques mots et se recueillent encore.

À l'extérieur, les parachutistes en armes ont cet air d'étonnement qui suit la bataille. Ils sont jeunes, n'ont pas assez d'expérience du combat pour réaliser l'ampleur de ce qui vient d'arriver. Dixneuf observe les visages en se demandant combien vont craquer dans les prochains jours.

— Tu crois qu'on retrouvera les salauds qui ont fait ça? demande Cahour.

— On les retrouve toujours ces salauds-là. La question est de savoir s'ils payeront.

Les deux présidents s'enferment dans un bureau et discutent pendant trois quarts d'heure. Puis ils se séparent : Mitterrand reprend son hélicoptère, Gemayel quitte l'ambassade en voiture.

Dixneuf et ses hommes ont gagné l'aéroport où le président français doit rencontrer les blessés du Drakkar, ceux qui vont embarquer pour la France.

Il a déployé certains de ses hommes à des points stratégiques autour de l'aéroport. Ils disposent de fusils de précision FR-F1 et ont autorisation de faire feu pour tuer.

Encore une demi-heure, puis ils repartent : cette fois, direction le poste Drakkar.

Des hélicoptères français et américains survolent les avenues que le convoi emprunte. Beyrouth n'a jamais autant été sécurisée par les Occidentaux.

Il y a trop de monde sur les lieux de l'attentat.

Dixneuf sent la sueur mouiller son tee-shirt : la chance, seule la chance pourra éviter une autre catastrophe, espère-t-il en voyant l'hélicoptère arriver. À sa descente, Mitterrand enfile un gilet pare-balles. Son visage est de colère, le visage de circonstance. Son ton est froid lorsqu'il interroge les officiers français. Au général Cann, il demande les raisons du choix d'un immeuble de neuf étages pour loger le contingent : « Ne fallait-il pas étaler ce cantonnement au sol? A-t-on disposé des sacs de sable? »

Les officiers de la Force multinationale de sécurité semblent confus.

Dixneuf regarde les hommes en costumes trois-pièces entourer Mitterrand. Tous espèrent être sur la photo.

— Dernière étape, les gars, lance-t-il à ses hommes en remontant à bord du Pajero.

Le président, lui, reprend l'hélicoptère. Il va d'abord faire escale sur le porte-avions *Clemenceau* qui mouille au large de Beyrouth. Ensuite, il se rendra au palais de Baabda pour s'entretenir à nouveau avec le président Gemayel, puis avec Kamel Assaad, le président du Parlement, et avec Chafik Wazzan, le Premier ministre. Le Français et le chrétien, le Français et le chiïte, le Français et le sunnite.

Le palais présidentiel a été transformé en fort imprenable. Les agents de la DGSE attendront à l'extérieur.

— À quoi ça sert tout ça ? demande Cahour alors qu'ils fument une cigarette au milieu des soldats libanais.

— C'est de la politique, mon p'tit père, de la politique, tu ne peux pas comprendre, raille Dixneuf.

— On a quand même d'autres choses à faire que de surveiller les fesses à Mitterrand, non ?

Ils terminent leur cigarette en silence.

— Et les Ricains, ils en ont perdu combien ?

— Plus de deux cents, on dit.

Cahour souffle longuement sa fumée.

— Putain...

— Comme tu dis. Et à mon avis, ils vont se casser du Liban rapidement.

— Et nous ?

— Nous, on n'est déjà plus là.

Peu avant midi, Dixneuf ordonne à ses hommes de remonter en voiture.

Ils rejoignent la Résidence des pins.

Mitterrand doit déjeuner en compagnie de l'ambassadeur, du général Cann, du colonel Urwald, le commandant du 6^e régiment d'infanterie parachutiste auquel appartenait Drakkar, et du ministre libanais de la Défense, Issam Khoury, ainsi que du général Tannous, le chef de l'armée libanaise.

Le staff de Mitterrand s'agite dans le hall. Les gendarmes du GSPR vont et viennent entre les voitures blindées et l'ambassade.

— Mitterrand a un avion vers 15 heures, dit Dixneuf.

Sur le perron de l'ambassade, le capitaine Barril hésite un instant. Dixneuf le salue d'un signe de tête. L'autre a un petit sourire.

— Ces mecs, je ne les sens pas, souffle Cahour. C'est vrai que Barril s'est converti à l'islam ?

Un 4x4 Chevrolet pénètre dans la cour de l'ambassade. William Buckley, le chef de poste de la CIA, en descend. Il vient vers les deux agents de la DGSE.

Prouteau observe toujours.

— Qui est derrière tout ça ? demande Dixneuf.

Buckley savait que les contingents occidentaux étaient ciblés. Comme Dixneuf, il n'a rien pu faire, ses chefs n'ont pas pris la menace au sérieux.

— Le Jihad islamique a revendiqué l'attentat chez nous, dit l'Américain. Pour vous, on ne sait pas encore mais ça doit être la même chose.

Il passe la main sur son visage, il est sous le choc. On raconte que tous les agents de la CIA présents à Beyrouth ont été tués lors de l'attentat à l'ambassade américaine en avril dernier. Mais personne ne sait, à part la CIA, qui appartenait vraiment à la CIA. Le chef de la division Moyen-Orient, Robert Ames, y a laissé sa peau, c'est certain. William Buckley l'a alors remplacé.

— Ça vous dit quelque chose Imad Mughniyeh ? demande-t-il.

Les Ricains prennent les Français pour des crétins. Évidemment que la DGSE connaît Imad Mughniyeh. Dixneuf le connaît depuis la décennie précédente lorsqu'il était membre de la Force 17 de Yasser Arafat. Il est allé se battre sur le front irakien et est ensuite passé chez Amal. Depuis quelque temps, c'est l'un des chefs de cette nouvelle organisation, le Hezbollah.

— C'est la Syrie ou l'Iran ?

Buckley hausse les sourcils : il ne veut pas trop en dire, comme toujours.

— On sait que Mughniyeh s'est rendu plusieurs fois à Damas pour participer à des réunions entre Syriens et Iraniens sous l'égide de l'ambassadeur iranien en Syrie, Ali Akbar Mohtashami.

Mohtashami, Dixneuf connaît aussi : c'est l'un des fondateurs du Hezbollah.

— Mughniyeh organise les attentats suicides ici. Mohtashami donne des ordres depuis l'ambassade iranienne à Damas. Voilà ce qu'on comprend pour l'instant.

— Vous allez riposter ? demande Dixneuf.

Buckley a un grincement dépité.

— Évidemment, mais ça ne changera rien.

Il salue d'une poignée de main et se dirige vers l'ambassade. Prouteau et Barril l'accueillent.

— J'en reviens pas, s'énerve Cahour en projetant sa cigarette au loin. La CIA discute avec ces mecs. Putain, mais c'est avec nous seuls qu'ils doivent bosser, pas avec la cellule de l'Élysée.

— Il doit vouloir parler à Mitterrand, ça passe forcément par Prouteau.

Cahour n'a pas l'air convaincu. Et il a raison : la cellule antiterroriste de l'Élysée s'arrose beaucoup trop de domaines de compétence. Dixneuf a entendu dire que même les RG s'en plaignent, place Beauvau. Si ça se trouve, Caillaux lui-même se fait enfler par Prouteau et ses gars.

Michel Nada a roulé toute la nuit.

Au petit matin, il a acheté les journaux à Paris. *Le Figaro* titre : « Les tueries de la capitale libanaise ». L'attentat du Drakkar aurait fait près de soixante morts. Un « Mouvement de la révolution islamique libre » l'aurait revendiqué. Selon Édouard, c'est l'Iran et la Syrie qui sont les commanditaires. Les services de renseignement libanais affirment que le kamikaze appartenait au Hezbollah, peut-être au Jihad islamique.

Hier soir, avant de quitter Nice, avec Josiane, ils ont regardé Mitterrand à la télévision. Dans son costume gris, le président interprétait le chef de guerre.

« En allant à Beyrouth, j'ai voulu m'incliner devant nos soldats morts dans l'accomplissement de leur mission, visiter nos blessés et rencontrer avec leurs responsables de nombreux éléments de notre contingent. »

— Quel courage, a ironisé Nada.

— En attendant, Chirac ne dit rien, a remarqué Josiane.

Josiane travaille à la mairie de Nice, elle s'occupe de la gestion du parc immobilier municipal. Il l'a rencontrée lors d'une visite de Rafic Hariri, le millionnaire libanais qui serait intéressé par l'achat du Palais de la Méditerranée. Hariri est l'ami de Johnny Abdo, le chef des services de renseignement de l'armée libanaise, un

des supérieurs d'Édouard. On dit que c'est aussi l'ami de Chirac.

Depuis, il couche avec Josiane. Elle, elle connaît Nice comme sa poche, et pas seulement les quartiers : elle sait naviguer dans les eaux troubles entre politique et finance. Avec elle, il apprend à connaître la circonscription qu'il a l'intention de conquérir dans deux ans. Josiane a, en quelque sorte, remplacé Sandra dans le rôle de guide.

« J'ai vu également le président de la République et les principales autorités de ce pays. »

Édouard a croisé Mitterrand au palais de Baabda lorsqu'il a rencontré Amine Gemayel. Édouard n'est pas tendre avec les Français : ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient, ils auraient dû mieux soutenir les chrétiens et le gouvernement. Maintenant, ils viennent pleurer, mais c'est trop tard, les chiïtes sont devenus un monstre soutenu par plus monstrueux qu'eux, affirme son frère.

« Sur place, j'ai pu éprouver le courage et le sang-froid de tous. J'ai apprécié les dispositions prises ou à prendre pour une meilleure sécurité et pour répondre aux agressions. J'ai enfin mesuré l'ampleur d'un drame qui frappe si durement tant de familles aujourd'hui déchirées auxquelles va ma pensée douloureuse. À tous, je dis qu'un pays est grand par sa force d'âme, par sa résolution, comme par les amitiés et le respect qu'il mérite. C'est pourquoi au Liban, la France reste et restera fidèle à son histoire et à ses engagements. En défendant, là comme ailleurs, ces principes d'indépendance nationale et d'équilibre des forces dans le monde, la France ne défend pas autre chose que la paix. »

Michel a glissé sa main sous la jupe de Josiane.

— On dirait que ça ne te fait rien, cet attentat ? a-t-elle souri en déboutonnant son corsage.

— Détrompe-toi, ça me rend furieux et tu vas subir ma colère.

Ce n'est pas son genre d'être vulgaire, mais Josiane a éclaté de rire et ils ont fait l'amour devant le journal télévisé. Un journaliste racontait qu'à Paris, des milliers de manifestants avaient constitué une chaîne humaine reliant l'ambassade de l'URSS à celle des États-Unis pour demander l'arrêt de l'installation des missiles Pershing par les Américains en Europe et la destruction des SS20 par les Soviétiques.

Juste après que Josiane a joui, le présentateur du journal a annoncé le dernier bilan de l'attentat : neuf morts, onze blessés et cinquante-trois disparus.

À la terrasse du Concorde, face au métro Assemblée-Nationale, Michel Nada feuillette le journal en terminant son café. Il a rendez-vous rue de Lille.

Josiane se trompe : Chirac va s'exprimer sur la mort des parachutistes français et la situation au Liban, et c'est à lui qu'on a demandé de rédiger un discours. Le point sur lequel elle n'a pas vraiment tort, c'est qu'en effet il ne se sent pas concerné par l'attentat du Drakkar. Il a réfléchi à ça durant le trajet en voiture, cette nuit. Il se peut qu'il ait accepté que sa vie, son avenir, ses ambitions s'écrivent ici en France. Il se peut qu'il ait vraiment rompu les liens avec le Liban. Il y a quelque temps, cela lui aurait donné la nausée. Aujourd'hui, il n'en éprouve aucun remords.

Les ministres et secrétaires d'État ont compris que ce conseil des ministres ne serait pas comme les autres. Le président est furieux, il est en guerre. Il ne sait pas encore contre qui, mais il refusera de laisser ce crime impuni.

Il commence par énumérer les possibles commanditaires de l'attentat : sont-ce les Iraniens qui auraient voulu punir la France de son soutien à l'Irak ? Sont-ce les Syriens qui voudraient pousser les Français hors du Liban pour s'assurer la tutelle du pays ? Sont-ce les Libyens que l'armée française combat au Tchad ?

— Khomeini, el-Assad, Kadhafi, ces trois influences se conjuguent et, en même temps, elles sont rivales. Elles poussent à une sorte de surenchère. L'attentat qui est advenu est scientifique et bien organisé. Un petit groupe a pu certes fournir le kamikaze, mais il a fallu qu'il soit commandé à un niveau beaucoup plus élevé.

On sait que les Américains s'apprêtent à châtier ceux qu'ils considèrent comme responsables de la mort des deux cent quarante et un marines.

— Pour ma part, déclare-t-il, si je savais à qui j'ai affaire, je n'hésiterais pas, mais je me refuse à faire n'importe quoi, n'importe comment.

Il est en guerre, mais il veut mener une guerre sage, réfléchie : il doute de la piste iranienne.

Ce que ne dit pas Mitterrand à ses ministres, c'est qu'il a déjà chargé les services de renseignement de lui trouver un coupable. Une riposte aérienne a déjà été envisagée avec les autorités militaires et des représailles sur le terrain, à Beyrouth, Damas ou Téhéran, sont en préparation avec la DGSE.

François Mitterrand, comme tous les Français, est terrassé. Mais lui, il est terrassé par un sentiment de culpabilité : par sa décision d'envoyer des troupes au Liban, c'est lui qui a précipité à la mort ces jeunes gens.

Paris à nouveau. Cette fois sous un ciel gris.